

L'Agriculture et par contre coup la Ruralité sont parmi les secteurs de l'économie et de la vie quotidienne qui ont eu le plus à subir les ravages occasionnés par la mondialisation capitaliste et qui ont le plus à craindre des décisions à venir qui seront prises tant au niveau Mondial (discussion de l'OMC) qu'Européen.

La Gauche dans son ensemble (tous partis confondus) a toujours pêché sur ce point, reléguant l'Agriculture à 5 poncifs faciles à insérer dans les profession de foi des candidats et dans les programmes de gouvernement :

1. **Soutenir les petites exploitations**, ce qui est facile à dire, car politiquement correct, mais qui, en soit n'a pas tellement de sens, et ne reste qu'un propos démagogique si le problème du seuil de rentabilité est éludé.
2. **Développer l'Agriculture Bio** c'est un terme très utilisé, sans trop savoir ce que cela veut dire dans l'esprit de beaucoup de responsables politiques, peu ou pas du tout au courant de la réalité agricole. Ceci est énoncé pour contenter la frange "Bourgeois-Bohême" de l'électorat de Gauche pour qui il semble possible que l'on puisse continuer à rester le premier pays producteur agricole Européen en revenant à des techniques du passé. C'est faire la preuve d'une ignorance totale du sujet car si l'Agriculture Bio est porteuse d'espoir, elle exige pour sa réussite une technologie très poussée tant au point de vue recherche agronomique que sur les techniques de cultures, en aucun cas elle ne peut se positionner comme un retour au passé.
3. **Critiquer vertement la politique agricole commune** et sa cohorte de subventions, compensations plus ou moins directe aux exploitants, sans dénoncer l'abominable bureaucratie, ni la dérive ultra-libérale impliquées par sa mise en œuvre. Le gouvernement Socialiste de Lionel Jospin a voulu faire croire à la population française qu'il avait eu la révélation divine en annonçant fièrement : "les grosses exploitations perçoivent plus que les petites" ; ce qui en un sens n'est pas une découverte puisque les aides sont calculées à la superficie, suivant un principe instauré dans les années 80 par des gouvernements Socialistes. La confiscation d'une partie de ces aides (appelée pudiquement modulation) aux grosses exploitations n'a pas été reversée aux agriculteurs les plus nécessiteux, comme prévu mais utilisée bien souvent hors agriculture.
4. **Afficher résolument une farouche opposition aux OGM**, sans avoir une analyse précise du sujet. Une telle position contribue à flatter les consommateurs dans le sens du poil conditionnés dans leur opinion par les irresponsables campagnes de médiatisation qui suivent les actes d'activisme de groupuscules qui veulent se tailler une place électorale.
5. **La conclusion tacite** étant les agriculteurs sont à 60 % syndiqués à la FNSEA donc à droite, donc n'intéressant pas outre mesure les partis de la Gauche.

C'est avec ce type de raisonnement que, depuis plusieurs décennies, la Gauche dans son ensemble s'est progressivement désintéressé des problèmes agricoles, se ralliant pour établir des programmes à des idées souvent farfelues laissant les Verts et autres Écologistes polémiquer sur la question, puis finalement en se fiant aux thèses du très médiatique José Bové.

Une coupure idéologique déplorable s'est alors créée entre l'ensemble du Monde Rural et la Gauche, les crises graves et irréparables ont entraîné bon nombre de ruraux à penser qu'ils étaient les oubliés de l'Histoire et les ont enclin à écouter :

soit les sirènes du Front National dont les propos jettent dans le même sac les politiques de tout bord,

soit François Beyrou avec son air patelin qui veut lasser croire qu'il est comme eux,

soit Nicolas Sarkozy qui leur a promis qu'avec plus de discipline, ils pourront gagner plus, il n'a toutefois pas osé dire en travaillant plus, le plein étant fait de ce côté-là.

Actuellement dans **notre région**, les problèmes du monde Agricole et Rural deviennent insupportables et entraînent notre région inéluctablement vers une désertification et une spéculation foncière immodérée.

C'est un secteur en pleine crise, vivant les mêmes effets néfastes que l'industrie, les pertes d'emplois résultant d'une même volonté politique de casse des activités pour exploiter des pays pauvres où les garanties sociales des travailleurs sont bien souvent inexistantes.

Nous avons vécu depuis les années 80 la cessation quasi totale des productions de fruits et légumes suite aux élargissements sans précautions de l'Europe vers les pays Ibériques, et maintenant nous subissons une crise de la viticulture d'une ampleur jamais vue.

On nous a parlé pour les fruits et légumes de l'impérieuse nécessité à se sacrifier pour aider les jeunes démocraties Espagnole et Portugaise à sortir du carcan de plus de 40 années de fascisme ; pour la viticulture, on nous parle de pays émergents prêts à nous inonder à bas prix, de Dollar trop faible par rapport à l'Euro, de diminution de la consommation.

Quand aujourd'hui les Viticulteurs revendiquent pour une rémunération équitable du travail, on nous répond arrachage de vignes, suppression de la reconnaissance de notre savoir faire et de la garantie auprès du consommateur qu'offrent les identifiants : VQPRD, AOC, VDQS, vin de pays etc... sans oublier les pressantes incitations à changer de métier ou pire à devenir pluri-actifs.

Ne nous trompons pas et n'écoutons pas les chantres du Capitalisme (que l'on appelle aujourd'hui pudiquement la modernisation libérale), ces états de crise ne sont pas des fatalités, ils sont le fait de la volonté politique de casse pour faire tomber le rempart des acquis sociaux et de la juste rémunération du travail. La disparition de notre Agriculture permettra d'aller exploiter à des conditions innommables les travailleurs de pays pauvres engendrant ainsi des bénéfiques toujours plus juteux pour le profit de quelques uns.

Ce qui se passe dans la filière viti-vinicole est particulièrement grave et lourd de conséquences ; on voit bien que ce dont il est question, également ici, c'est de permettre au marché de se déployer à l'échelle planétaire en faisant voler en éclat tout ce qui pourrait faire obstacle à cette mondialisation des productions et c'est aussi la raison pour laquelle on s'attaque à l'exceptionnalité française, exceptionnalité culturelle et culturelle aussi!

La mondialisation qui se met en place par une accélération du désengagement européen, par une accélération de la marche forcée vers 2013 où la place libre doit être faite au marché de la concurrence " libre et non faussée ".

Le Parti Communiste Français, fort de ces constatations et conscient que de telles propositions ne pouvaient en aucun cas satisfaire les Agriculteurs car ne correspondant qu'à la pire des démagogies électorales a décidé d'établir un rapport très complet sur l'Agriculture Française et Européenne et partant de ce rapport de définir des propositions établies avec les acteurs du monde rural. Ceci a été fait lors de la création du programme de gouvernement pour la France de Marie George Buffet.

Le PCF est aujourd'hui le seul à avoir le courage d'exposer un programme complet gouvernemental pour la Gestion de l'Agriculture.

Le devenir de notre agriculture est un enjeu planétaire et de civilisation.

On ne peut pas laisser croire qu'en laissant franchir de nouvelles étapes dans le libre échangisme mondialisé les consommateurs gagneraient du pouvoir d'achat via la baisse des prix des produits agricoles importés ; c'est un leurre tant la capacité des distributeurs à empêcher le différentiel est connue. Nous savons tous les différences qui existent entre prix à la production et prix sur les étalages.

Mais à propos de la baisse attendue des prix, l'INSEE fait observer que "ces effets pourraient être perturbés par de nouveaux facteurs affectant les cours mondiaux". Selon l'institut, "le développement des biocarburants et l'accroissement de la demande chinoise peuvent notamment tirer ces cours mondiaux des productions végétales vers le haut dans un contexte où l'instabilité des marchés risque de s'accroître".

Bref, si demain en Europe une ouverture trop grande des frontières faisait reculer le nombre de paysans et donc les volumes de production dans ce secteurs, ceci nous mettrait en situation de totale dépendance y compris au niveau des coûts!

NOUS DEVONS DONC NOUS BATTRE POUR QUE LA FRANCE GARDE ET CONSOLIDE SON POTENTIEL AGRICOLE.

Le potentiel de production de notre agriculture est encore considérable à condition de ne pas commettre l'irréparable. Demain, l'irréparable peut surtout venir de l'OMC et de la Commission européenne sous la forme de nouvelles facilités d'accès au marché européen offertes aux grands pays exportateurs.

Le PCF a mis en évidence l'impérieuse nécessité de porter haut et fort, de manière sérieuse, le besoin de défendre toutes les agricultures et surtout de faire valoir la défense d'une agriculture productive (et non productiviste), nourricière, de qualité, rémunératrice du travail et respectueuse des hommes et des territoires.

Les députés Communistes s'engageront à mettre en place une législation efficace réglementant la main mise des super marchés sur l'agro-alimentaire : un contrôle des marges, la suppression des marges arrières, une moralisation du marché.

Mais les crises de plus en plus graves que subissent les Agriculteurs ont aussi pour cause l'exploitation des travailleurs et des productions des pays les plus pauvres, elles ont une contenance mondiale ; il est donc important que les élus qui seront désignés pour la représentativité nationale s'engagent à agir dans le sens d'un développement économique et social non seulement pour la France mais aussi pour le reste de la Planète.

AGRICULTURE RÉGIONALE

Fruits et légumes

Bruxelles entend bien faire entrer l'OCM dans la réforme de la PAC (Politique Agricole Commune) et la rendre compatible avec les exigences de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), à coups de suppression des restitutions à l'exportation et de découplage total des aides .

En réalité, ce changement risque de préfigurer l'avenir des autres filières.

Pour de nombreux observateurs du monde agricole, la réforme des marchés des fruits et légumes pourrait donner le ton des réorganisations de l'ensemble des marchés agricoles et par conséquent de l'ensemble des filières.

Un nombre important de députés Communistes permettra de **reconsidérer le problème** :

En exigeant des **négociations équitables à l'OMC**, les pays pauvres ne doivent plus n'être considérés que comme des agents exportateurs de misère, ou briseurs d'acquis sociaux. L'ouverture des marchés doit leur permettre le développement de cultures vivrières et en même temps accéder à un niveau de vie meilleur accompagné de l'amélioration des conditions sociales de leurs travailleurs

En demandant un **indispensable rajustement des salaires et des charges** dans les pays membres de l'UE, les décisions de la Commission Européenne visant à un alignement des prix aux producteurs vers le bas au nom de la concurrence libre et non faussée seront rendues caduques.

Viticulture

En ce secteur, comme nous en avons parlé plus haut, l'importance des décisions communautaires a une influence capitale, nos élus s'opposeront aux démantèlement des appellations, aux arrachages intempestifs.

Le coût prévu des indemnités d'arrachages permettrait de faire sortir ce secteur de la crise, c'est donc bien la preuve d'une volonté de casse.

La valeur de l'Euro trop élevée par rapport au Dollar, voulue par les spéculateurs boursiers qui profitent de cette disparité, doit être abaissée pour reconstituer la parité, ce qui relancera immédiatement les exportations de vins vers les pays grands consommateurs : tels que USA, Chine etc...

Les viticulteurs de notre région de par leur savoir faire, leur travail mais aussi leur esprit coopératif ont su élever leur produit à un très haut niveau de perfection, ils méritent que leur travail soit justement rémunéré. **Le maintien de la vigne est essentiel pour notre région.**

Autres secteurs

Les **députés Communistes** dans un cadre plus général auront à favoriser développement des structures de l'agriculture : coopératives, CUMA, Organisations professionnelles, interventions territoriales pour permettre la modernisation de l'Agriculture (aménagement fonciers, irrigation), aide aux installation de jeunes agriculteurs, aides aux maintien des indispensables structures locales de commercialisation : coopératives, MIN, etc...

Ces structures ont été mises en place avec des système de gestion basés sur le mutualisme.

Dans le cas des structures commerciales elles contribuent à la maintenance de prix rémunérateurs, dans les autres cas, elles permettent aux agriculteurs d'avoir à leur disposition des outils performants, modernes et aux moindres coûts.

Pour les **grandes cultures et l'élevage**, les **députés Communistes** s'opposeront aux démantèlements des compensations de la PAC pour les grandes cultures et l'élevage comme cela est prévu pour 2013, mais au contraire contestant les décisions prises au nom de la mondialisation capitaliste, ils veilleront au maintien des revenus.

L' Energie : un enjeu majeur pour l'agriculture !

Nous entendons beaucoup parler de bio carburants, certains pensent à juste titre que notre région forte du savoir faire des ses agriculteurs mais cherchant son chemin parmi des productions jugées déclinantes pourrait avoir une importante carte à jouer.

Les dispositions sont désormais engagées pour la production de bioéthanol en France. Aucune garantie n'est pour autant donnée sur le prix que paieront les industriels pour la production de la matière première à partir de la betterave, du blé ou du maïs...

Après l'annonce faite par le gouvernement du lancement de la production de bioéthanol en France, les industriels démarrent la construction de leurs usines et cherchent à garantir les approvisionnements en matières premières, constituées dans notre pays par les trois plantes que sont la betterave, le blé et le maïs.

Quel sera le prix qui sera payé aux agriculteurs ? Déjà les usines qui devront traiter ces productions s'installent près des ports pour recevoir à bas prix les cannes à sucre Brésiliennes ou de bien d'autres pays.

Là aussi si l'on veut que les espoirs ne soient pas déçus, il faudra avoir des parlementaires prêt à se battre pour préserver les intérêts des agriculteurs et nous pourrons compter sur les élus Communistes.

La Recherche

Nous avons tout à l'heure évoqué l'Agriculture Biologique et les OGM, ces technologies sont porteuses d'espoir et loin de rentrer en perpétuelle opposition devront un jour se compléter.

Dans les années 70, ceux qui dénonçaient la pollution par la phytopharmacie, proclamaient que l'avenir d'une agriculture propre était dans la recherche génétique.

Le Bio et les OGM ont tous deux besoins d'une recherche performante, d'une recherche à l'optique orientée vers le mieux être de l'Humanité, vers l'amélioration du travail des hommes.

Pour remplir ces conditions il faut que la recherche ne dépendent pas des laboratoires des firmes productrices de pesticides ; des crédits suffisants, des conditions de travail optimales pour les chercheurs seront un des soucis des élus Communistes, ce qui permettra aux laboratoires publics de notre pays de retrouver la fonction et la place nationale et mondiale qui est la leur, sans oublier les créations d'emplois induites.

Dans les conditions actuelles, si la recherche reste aux mains des firmes, il faut exiger un moratoire.

Ruralité

Notre région comme toutes les autres va souffrir si, par malheur la politique de casse des services publics prévue par N. Sarkozy se réalisait, nos députés se battront pour le maintien et la réouverture des gares, des bureaux de Poste, des hôpitaux, des services divers Assedic, Douanes, DDE etc...

Notre région vit aussi un problème plus qu'important, c'est la flambée des prix du foncier due à plusieurs facteurs : la proximité de grandes villes (Aix et Marseille), l'arrivée du TGV à Aix, la proximité du Luberon et bientôt l'établissement d'Iter. La flambée des prix des locations et des ventes du foncier est telle que dans un avenir proche les jeunes de notre région ne pourront plus prévoir de construire leur maison. C'est inadmissible !

A ce rythme-là nous ne serons plus que soit des lieux de résidence pour les plus riches, soit des villes dortoirs.

Des solutions pour aider les municipalités pour assumer la maîtrise des terrains, la maîtrise de l'expansion de la population existent, elles demandent des implications au niveau national, les députés Communistes auront là aussi un rôle majeur à jouer, les maires des communes rurales pourront compter en permanence sur leur soutien.

Pour que vivent le Monde Rural et l'Agriculture comme nous les aimons, comme nos aïeux les ont édifiés au fil des siècles, pour la pérennité de notre mode de vie, il est important qu'un maximum de députés Communistes soient élus. Avec les agriculteurs et les ruraux, sans ils seront sans cesse à leur côté pour les défendre contre un libéralisme destructeur et pour édifier un monde de justice où il fera bon vivre.



*Pour une Agriculture prospère
Pour une Ruralité vivante*

Le vote Communiste